

ORGANISER LA CONTRE-ATTAQUE

Le résultat de la politique de destruction des conquies sociaux, menée depuis des décennies par les gouvernements successifs, est là. Dans un scrutin, boudé par la moitié des Français, l'extrême droite est arrivée en tête.

Dans la foulée, comme il l'avait prévu, Macron a fébrilement signé, dès dimanche soir, le décret de dissolution de l'Assemblée nationale dans l'optique de donner les pleins pouvoirs au parti fasciste afin qu'il impose la politique ultralibérale et guerrière que le fondé de pouvoir du grand Capital a de plus en plus de mal à faire accepter par les travailleurs.

La destruction du code du travail et des droits des travailleurs, la casse des services publics, la casse de la Sécurité sociale, de l'hôpital, la casse de l'assurance chômage, les délocalisations et la destruction de notre industrie, le recul de l'âge de départ à la retraite imposé aux forceps à coup de 49.3, la volonté affichée d'envoyer des soldats français en Ukraine et le soutien inconditionnel apporté au gouvernement d'extrême droite israélien, la banalisation et la promotion par le gouvernement et les médias des idées des partis d'extrême droite a pesé lourd dans ces élections.

Une large majorité de la classe ouvrière, écœurée par la politique mortifère de l'Union européenne a choisi l'abstention. C'est un fait. Il n'en demeure pas moins qu'une partie des travailleurs croit voir son salut dans le discours au racisme décomplexé et à la flatterie facile des partis fascistes, sans voir leur vrai visage que dévoile en pratique leurs actes ni leur complicité discrète avec le pouvoir macroniste et les partis de droite.

En effet c'est ensemble, en serviteurs zélés du patronat, que le rassemblement national et Renaissance ont voté la loi immigration, qu'ils ont voté contre l'instauration d'un smic européen, contre les prix planchers dans l'agriculture, contre l'augmentation du smic en France, contre la taxation des superprofits, contre le blocage des prix des produits de première nécessité, contre la revalorisation des petites retraites pour ne prendre que quelques exemples parmi tant d'autres.

On ne lutte pas contre le fascisme en promouvant et en mettant en pratique ses idées mais en répondant aux besoins de la population et en donnant satisfaction aux légitimes revendications qu'expriment les travailleurs avec ou sans emploi, actifs ou retraités, avec ou sans papier.

C'est pourquoi l'Union départementale des syndicats CGT du Nord appelle toutes les forces de progrès à construire, dans la durée, un front uni contre le fascisme, pour « le pain, la paix, la liberté » comme l'exprimaient si bien nos aînés. En d'autres termes, elle appelle à construire l'unité des travailleurs pour organiser la contre-attaque nécessaire.

Les 30 juin et 7 juillet prochain l'Union départementale des syndicats CGT du Nord appelle à voter pour les candidats qui afficheront et se reconnaîtront clairement dans les revendications des travailleurs :

- Abrogation de la réforme des retraites et retraite à 60 ans ou après 37,5 ans de cotisation (calculée sur les dix meilleures années dans le secteur privé) avec un taux de remplacement de 2%
- Augmentation générale des salaires indexés sur les prix des pensions et des revenus de substitutions indexés sur les salaires sur la base d'un SMIC à 2000 €
- Maintien du statut de la Fonction publique
- Défense des services publics, de l'école, de l'hôpital ...
- Sécurité sociale reposant à 100% sur les cotisations sociales et gérée uniquement par les travailleurs
- Abrogation des lois travail, de la loi immigration, de la réforme de l'assurance chômage
- Arrêt de la répression et abrogation de toutes les lois sécuritaires
- Cessez le feu en Ukraine et en Palestine, embargo sur les livraisons d'armes à l'Ukraine et à Israël
- Reconnaissance d'un état palestinien

Lille, le 11 juin 2024